

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels

**DEUXIÈME COMMISSION, 1010<sup>e</sup>  
SÉANCE**



Jeudi 9 décembre 1965,  
à 15 h 20

**NEW YORK**

**SOMMAIRE**

	Pages
<i>Point 46 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Accroissement démographique et développement économique: rapports du Conseil économique et social. ....</i>	333
<i>Point 45 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Souveraineté permanente sur les ressources naturelles: rapport du Secrétaire général. .</i>	334
<i>Point 44 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement (suite):</i>	
<i>a) Rapports du Conseil économique et social;</i>	
<i>b) Rapports du Secrétaire général. ....</i>	336

*Président: M. Pierre FORTHOMME  
(Belgique).*

**POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR**

Accroissement démographique et développement économique: rapports du Conseil économique et social (A/5803, A/6003, A/6101, A/6104 et Corr.1 et Add.1; E/3895/Rev.1 et Add.1 à 3; A/C.2/L.835 et Corr.1 et Add.1)

1. M. RAMACHANDRAN (Inde), présentant le projet de résolution (A/C.2/L.835 et Corr.1 et Add.1), dit que son pays s'est toujours vivement intéressé aux activités menées par l'ONU dans le domaine démographique. L'Inde estime qu'un taux élevé d'accroissement démographique fait obstacle à une croissance économique soutenue et c'est pourquoi les mesures qu'elle prend en vue de limiter l'accroissement démographique font partie intégrante de sa politique nationale de planification. Quelques chiffres montrent l'ampleur du problème de l'accroissement démographique et ses répercussions sur le progrès économique et social dans des pays comme le sien. Ainsi, la population de l'Inde est passée de 226 millions en 1901 à 439 millions en 1961 et atteindra probablement 625 millions en 1976, ce qui représenterait un accroissement annuel moyen de 12,5 millions. Les répercussions de cet accroissement démographique sur le plan économique prennent des proportions inquiétantes. Le nombre de chômeurs, qui était de 9 millions à la fin du deuxième plan quinquennal, atteindra sans doute 12 millions à la fin du troisième plan malgré la création de 14 millions d'emplois nouveaux. Le revenu national global a augmenté d'environ 42 p. 100 au cours des 10 dernières années mais, par suite de l'accroissement énorme de la population, l'augmentation nette par habitant n'a été que de 16 p. 100. Ces chiffres montrent com-

bien il est urgent pour les pays en voie de développement qui connaissent le même problème de prendre des mesures pour enrayer le taux d'accroissement démographique s'ils veulent que leurs plans de développement économique ne soient pas dépourvus de sens.

2. La question de l'accroissement démographique et de ses répercussions sur le progrès économique et social retient depuis de nombreuses années l'attention de l'ONU et, récemment encore, les débats du deuxième Congrès mondial de la population qui s'est tenu à Belgrade ont clairement montré que l'on se préoccupe de plus en plus des conséquences de l'accroissement démographique dans le monde. Les participants au Congrès ont été unanimes à reconnaître que dans de nombreux pays, le taux élevé d'accroissement démographique retarde gravement les efforts de développement économique et social. On a fait observer que si la quantité et la qualité des données démographiques disponibles se sont sensiblement améliorées en 10 ans, il existe encore d'importantes lacunes à combler, notamment dans les pays en voie de développement. Cependant, grâce à l'application de méthodes de recherche perfectionnées, on peut espérer obtenir des estimations relativement sûres. Le Congrès a mis l'accent sur la nécessité de poursuivre les études et les recherches concernant le domaine démographique et l'interdépendance des facteurs démographiques et économiques.

3. La délégation indienne exprime sa reconnaissance au Secrétaire général pour son rapport sur les résultats de l'enquête qu'il a menée auprès des gouvernements et des institutions spécialisées (E/3895/Rev.1 et Add.1 à 3) et espère que les résultats de cette enquête permettront d'intensifier les études et les recherches dans ce domaine, notamment en ce qui concerne les besoins des pays en voie de développement en matière de santé et d'éducation. Aucun des gouvernements des pays développés qui ont répondu à l'enquête du Secrétaire général ne s'est montré vraiment préoccupé des problèmes dus à l'accroissement excessif de la population. En revanche, un grand nombre de gouvernements de pays en voie de développement se sont montrés plus ou moins inquiets du taux élevé d'accroissement démographique qui, dans certains cas, compromet effectivement leurs efforts de développement.

4. M. Ramachandran rappelle ensuite les principales conclusions formulées par la Commission de la population dans le rapport sur sa treizième session (E/4019) quant au rôle de l'ONU et des institutions spécialisées et à l'assistance qu'elles pourraient fournir à la demande des gouvernements intéressés et notamment le programme de travail à long terme recommandé par la Commission. Le représentant de l'Inde

rappelle également les principales dispositions de la résolution 1084 (XXXIX) du Conseil économique et social et notamment l'alinéa *b* du paragraphe 5 du dispositif qui prie le Secrétaire général de bien vouloir fournir aux gouvernements qui en font la demande des services consultatifs et une formation touchant les programmes d'action dans le domaine de la population. Cette disposition vise notamment les projets de planification familiale dans les pays intéressés. La délégation indienne appuie pleinement le paragraphe 4 concernant la nécessité de fournir à l'ONU les ressources nécessaires.

5. Le projet de résolution est un texte relativement simple qui reprend les recommandations faites par la Commission de la population et le Conseil économique et social. Le paragraphe 1 du dispositif attire simplement l'attention des Etats Membres sur les problèmes évoqués dans le rapport du Secrétaire général et au cours des délibérations du Congrès mondial de la population. Au paragraphe 2, les divers organes intéressés de l'ONU sont invités à tenir compte des délibérations de ce congrès dans le renforcement de leurs activités. Enfin, au paragraphe 3, le Secrétaire général est prié de prévoir un programme élargi d'assistance dans le domaine démographique et de présenter à la Commission de la population des propositions touchant le rang de priorité à accorder aux différents travaux dans le cadre du programme de travail à long terme dans les domaines de la population.

6. M. Ramachandran annonce que le Ghana et le Népal se sont joints aux auteurs du projet de résolution et espère que celui-ci sera largement appuyé par la Deuxième Commission.

#### POINT 45 DE L'ORDRE DU JOUR

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles: rapport du Secrétaire général (A/6018; E/3840; A/C.2/L.806 et Add.1, L.828 et Add.1)

7. M. SIRIWARDENE (Ceylan) explique que ce sont des considérations relatives aux investissements étrangers privés qui ont amené sa délégation à déposer un projet de résolution (A/C.2/L.806 et Add.1). La détérioration des termes de l'échange entre les produits primaires et les produits industriels ne peut être aisément corrigée car elle résulte des progrès techniques de l'époque présente, qui permettent, d'une part, aux pays en voie de développement d'accroître leur production de matières premières et, d'autre part, aux pays industrialisés d'accroître leur production de matières synthétiques de remplacement. Cette augmentation de l'offre s'opposant à une demande qui manque en général d'élasticité exerce un effet défavorable sur les termes de l'échange et oblige un grand nombre de pays en voie de développement à modifier radicalement la structure de leur économie. Ils peuvent le faire soit en remplaçant leurs importations industrielles par des produits fabriqués localement soit en accroissant leur production de produits alimentaires. Ces deux solutions exigent, dans des économies qui sont essentiellement non industrielles, non seulement des investissements considérables et des connaissances techniques mais aussi un esprit d'initiative, une expérience pratique et des compétences en matière de gestion que les

investissements privés apportent presque toujours avec eux. C'est pourquoi les investissements de ce genre sont particulièrement utiles aux pays en voie de développement. En revanche, ils peuvent également porter atteinte aux intérêts économiques véritables des ressortissants des pays en voie de développement et créer pour eux des difficultés politiques, sociales et même psychologiques, ce qui leur inspire certains doutes à l'égard des capitaux privés. De leur côté, les investisseurs privés, tout en étant conscients des profits et du prestige que peuvent leur apporter les investissements à l'étranger, craignent l'expropriation, la nationalisation et l'imposition de règlements limitatifs par les gouvernements des pays où ils investissent.

8. Le projet de résolution a pour objet d'encourager la recherche d'une méthode qui permettrait de garantir dans la pratique les intérêts des deux parties, de rapprocher ces intérêts et de réduire les possibilités de conflit. L'élaboration d'un système de cet ordre permettrait d'augmenter considérablement le volume des investissements privés et, par là même, d'accélérer la transformation de la structure de l'économie des pays en voie de développement. L'établissement de procédures internationales régissant les investissements privés pourrait amener les pays industrialisés à offrir certains avantages fiscaux aux exportateurs de capitaux privés et à conclure avec les pays en voie de développement des accords tendant à encourager les investissements privés susceptibles d'être particulièrement utiles à ces pays. L'élaboration d'un tel système ne serait certes pas aisée mais la délégation ceylanaise estime que cette question mérite d'être sérieusement examinée et c'est pourquoi elle propose que le Secrétariat y consacre une étude, sans toutefois vouloir imposer à celui-ci un cadre rigide fondé sur des idées préconçues ou des expériences individuelles.

9. Si le projet de résolution est déposé dans le cadre du point 45 de l'ordre du jour, c'est que son objectif est étroitement lié à tous les débats qui ont déjà eu lieu au sujet de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, ainsi qu'à tous les textes adoptés à cet égard, notamment les paragraphes 2, 3, 4 et 6 de la déclaration sur la souveraineté permanente qui figure dans la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale. De plus, les études déjà effectuées au sujet de la souveraineté permanente contiennent une documentation détaillée portant sur les méthodes et procédures utilisées pour encourager les formes d'investissements privés particulièrement avantageuses pour les pays en voie de développement. Le Secrétariat pourra donc puiser largement dans cette documentation et préparer le nouveau rapport sans trop accroître ses dépenses ou son volume de travail.

10. En terminant, M. Siriwardene tient à souligner que le projet de résolution n'intéresse directement que les pays qui désirent attirer un plus grand volume de capitaux privés et ceux qui s'intéressent à l'exportation de ces capitaux. Les pays qui, pour des raisons de principe, de doctrine ou de simple préférence, sont défavorables aux investissements privés ne peuvent avoir à son égard qu'un intérêt très général et indirect.

11. M. BLUSZTAJN (Pologne), présentant le projet de résolution A/C.2/L.828, dit que l'Algérie et la République-Unie de Tanzanie se sont jointes aux auteurs (A/C.2/L.828/Add.1). Ce projet de résolution vise essentiellement à développer et à concrétiser les idées contenues dans les résolutions déjà adoptées et à mettre au point les moyens d'accélérer leur mise en œuvre. Contrairement à plusieurs résolutions antérieures, notamment à la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale, ce projet concerne le problème de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles uniquement dans les pays en voie de développement. C'est en effet dans ces pays que le problème se pose avec le plus d'acuité, et notamment dans ceux qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance ou qui se sont libérés récemment des chaînes du colonialisme.

12. Le principe inscrit dans le préambule, à savoir que la meilleure façon d'assurer la souveraineté permanente des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles est de faire en sorte qu'ils les exploitent et les commercialisent eux-mêmes, n'exclut pas, mais au contraire implique une action internationale appropriée dans ce sens. Partant de ce principe qu'on ne saurait mettre en doute, l'Assemblée reconnaît, aux termes du paragraphe 5 du dispositif, que les pays en voie de développement devraient avoir accès aux sources indispensables de biens d'équipement et de connaissances techniques. Il faut en effet donner à ces pays les moyens d'exercer leur droit de disposer librement de leurs ressources naturelles dans l'intérêt de leur développement économique. Les auteurs estiment également que les organisations nationales et internationales de commercialisation créées par les pays en voie de développement doivent être reconnues et encouragées; c'est en effet grâce à leur action que les pays en voie de développement peuvent accroître leurs recettes d'exportation et assurer l'expansion de leur économie.

13. Toutefois, l'application immédiate et entière du principe énoncé se heurte dans la pratique à de nombreuses difficultés. Chacun sait en effet que presque tous les pays en voie de développement connaissent à des degrés divers une pénurie de personnel qualifié et de capitaux et que leurs ressources naturelles sont exploitées principalement par des investisseurs étrangers. Reconnaisant que cet état de choses ne saurait se perpétuer les auteurs considèrent que lorsque les ressources naturelles des pays en voie de développement sont exploitées par des sociétés étrangères, ces dernières devraient assurer la formation appropriée de personnel autochtone dans tous les domaines touchant à cette exploitation. Or, ces sociétés limitent actuellement l'emploi de la main-d'œuvre autochtone aux postes qui n'exigent aucune aptitude particulière, les postes de spécialistes étant habituellement réservés au personnel venant des pays plus développés. Une telle politique conduit inévitablement à prolonger la crise de main-d'œuvre qualifiée dans les pays en voie de développement. L'application des dispositions prévues au paragraphe 4 du dispositif contribuerait donc dans une large mesure à résoudre ce problème et aiderait aussi les pays en voie de développement à exploiter leurs ressources naturelles par leurs

propres moyens s'ils décident de le faire le moment venu.

14. Il importe également de reconnaître, comme le fait le paragraphe 3 du projet de résolution, le droit des pays en voie de développement à participer plus largement à la gestion, aux avantages et aux bénéfices de l'exploitation de leurs ressources naturelles dans les cas où cette exploitation est assurée par des capitaux étrangers car la reconnaissance de ce droit et son application pratique contribueraient largement à accélérer la croissance économique des pays en voie de développement. Des mesures doivent être prises en vue d'assurer que les ressources naturelles ne soient pas exploitées par des sociétés étrangères d'une manière préjudiciable aux intérêts des pays en voie de développement. Ainsi la participation des pays en voie de développement à la gestion de ces sociétés peut empêcher l'exploitation abusive des ressources et contribuer également à la formation de personnel de gestion.

15. Bien entendu, il appartient exclusivement au pays intéressé de décider s'il veut exploiter et commercialiser lui-même ses propres ressources naturelles mais, dans les cas où il décide de le faire, il ne devrait être soumis à aucune pression ni à aucune action contraire de la part de ceux qui estiment que leurs intérêts ont été lésés. De même, ce sont bien entendu les parties intéressées qui doivent fixer les conditions des contrats et des accords conclus entre un pays en voie de développement et une société étrangère. Le projet de résolution vise toutefois à créer une situation dans laquelle les décisions des pays en voie de développement seront l'expression sincère de leur droit souverain et non pas la résultante de pressions extérieures.

16. Les auteurs du projet de résolution ont la ferme conviction que les dispositions contenues dans ce projet sont justes, équitables et pleinement réalisables. L'adoption du projet de résolution encouragera les pays en voie de développement à exploiter eux-mêmes leurs ressources naturelles et les aidera à surmonter les difficultés et les oppositions qu'ils pourraient rencontrer.

17. D'autre part, comme on reconnaît d'une manière générale que l'industrialisation ne peut être dissociée de l'exploitation rationnelle des ressources naturelles, il est proposé, au paragraphe 8 du projet de résolution, de prier le Secrétaire général de coordonner, au Secrétariat, les activités dans le domaine des ressources naturelles avec les activités relatives au développement industriel. Tous les moyens dont dispose le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement devront être utilisés afin qu'il soit pleinement tenu compte de la contribution que l'exploitation des ressources nationales des pays en voie de développement peut apporter à leur développement économique accéléré. Enfin, le Secrétaire général est prié de présenter à l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session un rapport sur l'état de la question de la souveraineté permanente des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles en mettant surtout l'accent sur les aspects économiques du problème. Il faut espérer que ce rapport couronnera les études entreprises par le Secrétariat en coopération avec

les pays intéressés et reflétera fidèlement leur expérience dans ce domaine.

#### POINT 44 DE L'ORDRE DU JOUR

Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement (*suite*) [A/6030; A/C.2/L.834 et Add.2]:

- a) Rapports du Conseil économique et social (A/5803, A/6003);
- b) Rapports du Secrétaire général (E/3898/Rev.1, E/3898/Add.1 à 6; E/3898/Rev.1/Add.1 et 2; E/4042 et Add.1)

18. M. POLLA (Uruguay) fait observer que cette question offre des possibilités de discussion qui sont en raison inverse des possibilités de solution. Il ne pense donc pas que la Commission doive consacrer trop de temps à cette question aux dépens d'autres qui permettent l'adoption de décisions immédiates. Chacun sait que la conversion des industries d'armement pose des problèmes considérables et très délicats, et les études soumises jusqu'ici par les gouvernements, et reproduites dans les rapports du Secrétaire général (E/3898/Rev.1, E/3898/Add.1 à 6, E/3898/Rev.1/Add.1 et 2) ne donnent malheureusement guère de renseignements concrets à cet égard. Pour pouvoir étudier sérieusement l'utilisation à des fins pacifiques des ressources libérées par le désarmement, il faudrait disposer d'une documentation beaucoup plus complète et fondamentale.

19. Toutefois, des offres concrètes ont été faites au cours de la session en ce qui concerne la conversion d'éléments provenant du désarmement pour leur utilisation à des fins pacifiques. Il conviendrait, selon M. Polla, que ces offres soient dûment enregistrées et transmises au Comité des dix-huit puissances sur le désarmement afin qu'il puisse soumettre, pour la prochaine session de l'Assemblée générale, un rapport sur les consultations entre les pays qui ont fait ces offres.

20. Le projet de résolution dont la Commission est saisie (A/C.2/L.834 et Add.2) tend à faire poursuivre les études, ainsi qu'à continuer l'examen de la question à la vingt et unième session. La délégation uruguayenne votera pour ce projet, malgré les réserves que lui inspire l'insignifiance des progrès accomplis jusqu'à présent.

21. M. CLARKE (Jamaïque) dit que, si son gouvernement reconnaît les liens étroits qui existent entre la question examinée et le problème politique du désarmement, il n'a jamais été d'avis qu'un désarmement général et complet devait nécessairement précéder l'application de mesures concrètes pour l'affectation des ressources à des besoins pacifiques. Rien ne permet de supposer qu'un accord international sur le désarmement soit une condition indispensable. C'est dans cet esprit que l'Assemblée générale a examiné la question depuis sa seizième session. M. Clarke s'associe aux observations faites au sujet du rapport du Secrétaire général à la séance précédente, tout en regrettant que la proposition jamaïque tendant à bloquer les budgets de défense à leur niveau actuel n'ait pas été suivie d'effets.

22. Cependant, la question du désarmement a été suffisamment débattue et l'on doit d'ailleurs recon-

naître que des pays ont pris certaines mesures visant à ralentir la course aux armements. M. Clarke voudrait que l'on insiste davantage sur les progrès réalisés dans les nouvelles études qui seront faites à ce sujet. Bien entendu, sa délégation appuiera le projet de résolution.

23. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que le dernier rapport du Conseil économique et social à l'Assemblée générale (A/6003), ainsi qu'une série de décisions adoptées par d'autres organes de l'ONU, ont une fois de plus souligné l'importance que pourrait revêtir l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement. L'URSS s'est associée à cet effort en proposant notamment la création de zones dénucléarisées et la conclusion d'un accord sur la non-prolifération des armes nucléaires. La convocation d'une conférence mondiale sur le désarmement peut de son côté favoriser des décisions mutuellement acceptables dans ce domaine. Les études effectuées par les commissions économiques régionales et certaines institutions spécialisées, telles que l'UNESCO et l'OIT, ont montré que le désarmement serait non seulement un facteur puissant de détente internationale, mais qu'il rendrait possible un développement accéléré des forces productives, l'élévation du niveau de vie et un épanouissement de la science et de la culture. En approuvant ces travaux et ces efforts, la délégation soviétique estime qu'il serait dangereux d'en surestimer l'importance réelle. En effet, les dépenses militaires de certaines puissances et au premier chef celles des Etats-Unis ont considérablement augmenté au cours des derniers temps. On aboutit ainsi à une situation quelque peu paradoxale car aucun progrès réel n'accompagne les protestations de fidélité au principe du désarmement faites à l'ONU. La politique d'agression pratiquée par les Etats-Unis au Viet-Nam et dans la République Dominicaine a été condamnée par l'opinion mondiale et par tous les observateurs clairvoyants. La position des autres puissances occidentales et leur refus de désarmer ne peuvent de leur côté que nuire à l'élaboration de programmes économiques de désarmement. L'accélération de la course aux armements et l'intensification de la guerre au Viet-Nam font de toute évidence le jeu de certains milieux qui voient dans la canonnade en Asie le meilleur accompagnement de pourparlers sur le désarmement et dans l'augmentation des crédits militaires la preuve la plus éloquente de leur volonté de désarmer. Ainsi, les dépenses militaires des Etats-Unis liées à l'intervention au Viet-Nam, qui s'élèvent à l'heure actuelle à 1 milliard 700 millions de dollars, doivent être portées à 2 milliards 400 millions de dollars en janvier 1966 et l'on suppose qu'elles atteindront quelque 12 milliards de dollars dans un proche avenir.

24. Les propositions que la délégation soviétique a formulées à l'ONU, tant en faveur de mesures partielles de désarmement que du désarmement général et complet, se sont heurtées jusqu'à présent à l'opposition de ceux dont dépend la conclusion d'un accord à cet effet. Cependant, les organes de l'ONU ne peuvent ignorer ce problème car les dépenses militaires s'élèvent à l'heure actuelle à 200 milliards de dollars

par an et sont supérieures au revenu national combiné des pays en voie de développement.

25. Le Gouvernement soviétique a rappelé dans sa réponse du 19 avril 1964 au Secrétaire général (E/3898/Add.1) les principaux faits concernant la réduction des dépenses militaires de l'URSS qui, en 1964 et 1965, ont diminué de 1 milliard 700 millions de roubles. Ce processus ne saurait toutefois être unilatéral. L'Union soviétique ne peut ignorer les menées agressives des Etats-Unis et elle est obligée d'agir en conséquence. La réponse de l'Union soviétique contient également des renseignements sur la croissance de la production et de l'assistance aux pays en voie de développement à la suite du désarmement, le reclassement du personnel militaire, etc. L'Académie des sciences de l'URSS a établi une commission spéciale chargée d'étudier les questions relatives au désarmement. Ces questions sont également étudiées par l'Institut d'histoire et l'Institut des relations extérieures, qui ont publié un certain nombre de monographies et de recueils consacrés à ce problème.

26. L'ONU, les institutions spécialisées et les commissions économiques régionales peuvent et doivent poursuivre l'étude des problèmes intéressant l'affectation à des fins pacifiques des ressources financières et humaines libérées à la suite du désarmement, ses incidences économiques et sociales, l'élaboration de programmes économiques de désarmement et l'utilisation des économies réalisées dans l'intérêt des pays en voie de développement. Ces travaux peuvent faciliter la conclusion d'un accord sur le désarmement général et complet qui est une des tâches les plus nobles de l'époque. Pour ces raisons, la délégation soviétique votera en faveur du projet de résolution.

27. M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique), exerçant son droit de réponse, regrette que le représentant de l'Union soviétique ait cru devoir donner au débat un tour politique et qu'il ait exposé des considérations qui relèvent de la propagande. Il est pour le moins étrange d'évoquer le gonflement des crédits militaires des Etats-Unis au moment même où le Gouvernement soviétique a annoncé son intention d'augmenter de 5 p. 100 son budget militaire dont le détail, à la différence de celui des Etats-Unis, n'est pas rendu public. Dans le courant de la semaine, l'Union soviétique a rejeté une demande que lui adressait le Ministre des affaires étrangères britannique afin qu'elle s'entremette pour amener les forces qui s'affrontent au Viet-Nam à entamer des négociations. Par ailleurs, il est bien connu que les Etats-Unis ne sont pas opposés au désarmement général et complet. En revanche, l'Union soviétique a refusé jusqu'à présent les mesures de contrôle qu'exige un tel désarmement. Les Etats-Unis continueront de résister à l'agression. Néanmoins, ils poursuivront avec vigueur, l'objectif du désarmement.

28. M. PARDO (Malte) indique que sa délégation souhaite ardemment que les ressources libérées à la suite du désarmement soient mises au service des pays en voie de développement. Elle appuie donc le projet de résolution. Il s'agit là cependant d'une possibilité très éloignée, car rien ne semble devoir enrayer à l'heure actuelle l'augmentation des dépenses militaires. Non seulement les pays en voie de développement doivent affecter une part croissante

de leurs maigres ressources à la création d'un potentiel militaire, mais l'assistance bilatérale elle-même consiste fréquemment en fournitures d'armes et d'équipement militaire et paramilitaire. Dans ces conditions, il est douteux que les études envisagées aux paragraphes 3 et 4 du dispositif du projet de résolution puissent être de quelque utilité. Il sera de toute manière nécessaire d'en reviser les conclusions le jour où des progrès réels auront été réalisés dans ce domaine. La délégation maltaise aurait préféré que le préambule du projet de résolution, après avoir évoqué les décisions pertinentes des organes de l'ONU, analyse l'état actuel du problème dans le monde. La délégation maltaise aimerait que les ressources de l'ONU affectées à ces études puissent un jour être consacrées au financement de programmes présentant un intérêt direct pour les pays en voie de développement.

29. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), exerçant son droit de réponse, dit que le problème du désarmement ne saurait, malgré les regrets du représentant des Etats-Unis, être considéré que comme un problème politique. Il est impossible d'évoquer les aspects économiques et sociaux du désarmement sans mentionner les pays qui s'opposent à un désarmement général et complet. M. Makeev tient à souligner une fois de plus que la réduction des dépenses militaires réalisée par son pays en 1964 et 1965 ne saurait être unilatérale. Le Gouvernement soviétique doit tenir compte de la course aux armements à laquelle se livrent les Etats-Unis. Il demeure en même temps convaincu de l'utilité d'un accord qui limiterait les armements et, partant, assainirait l'atmosphère politique. Ceux qui ont suivi les discussions sur le désarmement qui se sont déroulées à Genève savent que les Etats-Unis voudraient désarmer de manière à conserver la structure actuelle de leurs forces armées, leurs bases militaires à l'étranger et leur potentiel nucléaire. En d'autres termes, les Etats-Unis n'acceptent de désarmer qu'à condition de conserver à tout moment la possibilité de déclencher une guerre thermonucléaire. Il serait naïf de penser que l'absence de progrès dans ce domaine est liée à des divergences sur la question du contrôle. Rien en fait n'est plus éloigné de la vérité et le Gouvernement soviétique a déclaré plus d'une fois qu'il était prêt à accepter toutes les mesures de contrôle requises si les Etats-Unis acceptaient sa proposition de réaliser un désarmement général et complet. Mais les Etats-Unis prennent la direction opposée, celle des aventures impérialistes et des agressions armées. Ils devront tôt ou tard renoncer à cette politique qui est contraire aux intérêts de l'humanité tout entière.

30. M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique), exerçant son droit de réponse, dit que la Première Commission de l'Assemblée générale a consacré plus de deux mois à l'examen de la question du désarmement. L'URSS a fait connaître à plusieurs reprises son point de vue à l'occasion de ces débats et il serait préférable de laisser à la Première Commission l'examen des aspects politiques de ce problème. D'une manière générale, il ne s'agit pas de savoir qui est à blâmer pour la situation actuelle mais de déterminer comment pourraient être utilisées les ressources libérées par le désarmement. Certes le pro-



cessus de désarmement ne saurait être unilatéral. Ainsi, les Etats-Unis ont pratiquement démantelé leurs forces armées au lendemain de la seconde guerre mondiale et seul le danger d'agression les a menés à reconstruire leur potentiel militaire qui sert à l'heure actuelle à défendre la liberté du peuple vietnamien.

31. M. KANO (Nigéria) indique qu'il convient d'ajouter le Cameroun et l'Iran aux auteurs du projet de résolution. Ces derniers peuvent sans difficulté accepter la suggestion formulée par le représentant de l'Italie à la séance précédente au sujet du paragraphe 3 du dispositif. M. Kano espère que le représentant du Royaume-Uni ne maintiendra pas les objections qu'il avait formulées à l'égard de cet amendement.

32. Les auteurs du projet ont en outre décidé de modifier comme suit le quatrième alinéa du préambule:

*"Ayant présente à l'esprit la recommandation figurant à l'annexe A.VI.10 de l'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui a souligné la nécessité de tenir dûment compte des aspects du programme économique de désarmement qui concernent le commerce en entreprenant, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et conformément aux résolutions susmentionnées de l'Assemblée générale, l'étude et la mise au point de propositions concernant les conséquences économiques et sociales du désarmement".*

Enfin, ils ont accepté l'amendement proposé par le Pakistan qui consiste à modifier comme suit le paragraphe 5 du dispositif: *"Décide d'inscrire cette question à l'ordre du jour provisoire de sa vingt et unième session"*.

33. En terminant, M. Kano souligne que la Première Commission a été chargée par l'Assemblée générale d'étudier le désarmement et il exprime l'espoir que la Deuxième Commission, évitant toute considération politique, se bornera à adopter le projet de résolution qui n'a trait qu'à l'utilisation des ressources libérées par le désarmement.

34. M. VIAUD (France) déclare que sa délégation ne sera pas en mesure de voter pour le projet de résolution si ses auteurs acceptent l'amendement de l'Italie au paragraphe 3 du dispositif. Il serait en effet étrange de demander aux gouvernements de faire des efforts sérieux dans le domaine des études, ce qui laisserait à penser que les études qu'ils ont faites jusqu'ici n'étaient pas sérieuses, alors qu'on les en remercie au paragraphe précédent.

35. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni), tout en préférant le texte initial du paragraphe 3, n'a pas l'intention de rompre l'unanimité qui pourrait se faire sur le texte amendé. Toutefois, si l'on procède à un vote, il devra expliquer celui de sa délégation.

36. M. WILMOT (Ghana) fait appel aux représentants de la France et du Royaume-Uni pour qu'ils n'insistent pas sur leurs objections. La contradiction signalée par le représentant de la France entre les paragraphes 2 et 3 du dispositif n'a, selon lui, rien à faire avec la modification du paragraphe 3 et n'existe que si l'on

considère que les renseignements mentionnés au paragraphe 2 ont toujours été fournis sous la forme d'études, ce qu'il ne croit pas être le cas. Il estime qu'il faudrait plutôt, au paragraphe 3, demander aux gouvernements qui ne l'ont pas encore fait, d'entreprendre des études et à ceux qui en ont déjà effectué de les intensifier.

37. M. VIAUD (France) tient à assurer le représentant du Royaume-Uni qu'il ne rompra aucune unanimité en s'opposant au nouveau paragraphe 3 car la délégation française n'est pas en mesure de l'approuver. En effet, la France a déjà soumis au Secrétaire général un mémoire long et détaillé, qui a été suivi d'une étude additionnelle; elle ne peut donc pas accepter qu'on l'invite à faire des efforts sérieux qu'elle a déjà accomplis, ne se rangeant pas parmi les pays qui font les demandes au lieu d'accomplir les efforts. S'ils modifient le paragraphe 3, les auteurs, loin d'améliorer le projet de résolution, lui retireront de sa valeur en empêchant qu'il soit adopté à l'unanimité.

38. M. DJOUDI (Algérie) n'est pas absolument convaincu de la nécessité de modifier le paragraphe 3 dont le texte initial correspond bien à une situation donnée.

39. M. AGUIRRE (Costa Rica) partage l'avis du représentant de l'Algérie et demande au représentant de l'Italie de reconsidérer son amendement qui risque de compromettre l'unanimité de la Commission.

40. M. DELGADO (Sénégal) s'étonne de la controverse suscitée par un amendement qui lui semble améliorer le projet sans revêtir une très grande importance. Dans de telles conditions, il ne verrait personnellement pas d'inconvénient à demander au représentant de l'Italie de revoir sa proposition.

41. Le PRESIDENT propose une brève suspension de séance.

*La séance est suspendue à 17 h 40; elle est reprise à 17 h 50.*

42. M. KANO (Nigéria) indique que les auteurs du projet de résolution ont décidé de revenir au texte initial du paragraphe 3.

*Par 75 voix contre une, le projet de résolution (A/C.2/L.834 et Add.2), tel qu'il a été modifié par ses auteurs, est adopté.*

43. M. DIAKITE (Mali) estime que les débats ont prouvé que le problème de l'affectation des ressources libérées par le désarmement dépasse de beaucoup le cadre d'une commission économique comme la Deuxième Commission. Convaincue des louables intentions des auteurs du projet de résolution, la délégation malienne a voté en sa faveur sans toutefois en bien comprendre les objectifs. Il est en effet évident que le désarmement peut avoir des effets très favorables sur la situation économique et sociale, mais il serait naïf de croire que, dans la situation présente, les ressources libérées seraient utilisées au bénéfice des pays en voie de développement. Les ressources consacrées aux armements par les pays développés absorbent une part importante de leur potentiel économique et il serait donc étonnant qu'ils n'utilisent pas ces ressources à leur propre

avantage lorsqu'elles seront libérées; il suffit d'ailleurs pour s'en convaincre de voir le peu d'empressement des pays développés à réaliser les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développe-

ment et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

La séance est levée à 18 heures.

